

---

---

**EXPORTATION  
DE MARCHANDISES  
MILITAIRES  
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL  
1995**

---

---



*Department of Foreign Affairs  
and International Trade*

*Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international*





**EXPORTATION  
DE MARCHANDISES  
MILITAIRES  
DU CANADA**

**RAPPORT ANNUEL  
1995**



**Juin 1996**

**Direction des contrôles à l'exportation  
Direction générale des contrôles  
à l'exportation et à l'importation  
Ministère des Affaires étrangères et  
du Commerce international**



## TABLE DES MATIÈRES

---

Avant-propos . . . . .	1
Notes sur la méthodologie . . . . .	5
TABLEAU 1 : Ventilation des exportations en 1995 selon les catégories de sécurité et de revenu . . . . .	6
TABLEAU 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination . . . . .	8
TABLEAU 3 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination et n° d'article de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) . . . . .	11
TABLEAU 4 : Exportations de marchandises militaires par numéro d'article de la LMEC . . . . .	20
ANNEXE 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (armes automatiques) (LPDAA) . . . . .	21
ANNEXE 2 : Description du Groupe 2 (matériel de guerre) telle que présentée dans le guide à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée . . . . .	22



## AVANT-PROPOS

---

### Politique de sécurité et contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada. En fait, elle constitue l'un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada reconnaît le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations unies. Il estime par contre que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une transparence plus grande du commerce des armes classiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie depuis 1990 un Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada. Nous avons milité en faveur de la création du *Registre des armes classiques des Nations unies*, et nous avons été parmi les premiers pays à y contribuer.

En 1995, 89 pays avaient fourni de l'information au Registre qui consigne des données relatives aux importations et exportations concernant sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Le Canada fait partie d'une petite minorité de pays qui fournissent des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires nationaux. Ces données sont en sus du minimum exigé par le Registre. Le Canada s'efforcera de renforcer le rôle du Registre en incitant les autres pays à communiquer eux aussi ces données, car c'est un mécanisme propre à favoriser la transparence, la confiance et la modération.

Outre qu'il a cherché à améliorer et enrichir le Registre aux Nations unies, le Canada a joué un rôle de premier plan en encourageant le dialogue parmi les organisations régionales sur les données soumises au Registre. Nous espérons que ces discussions feront connaître les raisons sous-jacentes aux achats d'armes militaires, accroîtront la confiance et favoriseront une diminution des dépenses consacrées aux armements. Un tel dialogue pourrait aussi déboucher sur la création de registres régionaux répondant aux préoccupations et conditions spécifiques à chaque région comme les Amériques, l'Afrique et l'Asie-Pacifique. Nous mettons également de l'avant des mécanismes de portée plus large pour répondre aux besoins régionaux en matière de sécurité au sein d'instances telles que l'Organisation des États américains et le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ces mécanismes examineraient les causes profondes de l'insécurité qui, souvent, se traduisent par un renforcement des arsenaux.

Le problème des mines terrestres fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Le Canada a une approche en deux volets.

- Premièrement, nous travaillons à renforcer la convention internationale qui régleme l'utilisation des mines terrestres -- la *Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques*.

---

● Deuxièmement, nous prôtons une interdiction générale des mines terrestres antipersonnel. Depuis qu'il a annoncé, en janvier 1996, un moratoire sur la production, l'exportation et l'utilisation opérationnelle (sauf à des fins de formation) des mines terrestres antipersonnel, le Canada fait fonction de chef de file international de la campagne visant à éliminer ces instruments de guerre et de souffrance. Nous travaillons en ce sens auprès des Nations unies et des organisations régionales auxquelles nous appartenons.

Le Canada a joué un rôle prépondérant dans l'obtention de la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Canada seconde les efforts déployés en vue de la conclusion d'un Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Un autre élément des activités canadiennes de contrôle des armements et de désarmement est le lien entre les dépenses militaires et l'aide publique au développement. Le Canada s'inquiète que la trop grande ampleur des dépenses militaires dans les pays en développement ne réduise les maigres ressources publiques servant à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Le Canada ne peut agir efficacement seul; il continuera donc de se pencher sur ces questions auprès d'institutions multilatérales et de concert avec des nations ayant une optique commune. Il travaille en ce sens auprès du comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de ses partenaires du G-7. Les institutions financières internationales commencent aussi à s'intéresser à cette question. Dans les analyses qu'il consacre à différents pays, le Fonds monétaire international prend maintenant en considération les dépenses non productives engagées, dont les dépenses militaires excessives.

Le Canada cherche à favoriser une transparence et une responsabilité accrues en ce qui a trait au commerce des armes classiques. Le pivot de cette activité est l'Arrangement de Wassenaar, dont le Canada a été un membre fondateur en 1995. Ce groupe, qui compte actuellement quelque 31 pays, cherche à assurer la sécurité régionale et internationale en prévenant les accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et de matériel à utilisation mixte.

### **La politique de contrôle des exportations et sa mise en application**

Le contrôle des exportations de nos marchandises et de notre technologie militaires est un complément important des efforts plus globaux du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. La définition des marchandises militaires (voir page 5) est tirée de la Liste internationale de matériel de guerre, que tiennent à jour un groupe de pays, dont le Canada, désireux de contrôler la prolifération des armes classiques. Cette liste a été incorporée à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (matériel de guerre).

En vertu des lignes directrices actuelles sur la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays:

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) engagés dans des hostilités ou qui risquent de l'être;
- c) faisant l'objet de sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies;



- 
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises soient utilisées contre la population civile.

Des permis sont requis pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations sauf les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires jugées offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation, sont soumises à la décision du ministre des Affaires étrangères. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si une des conditions mentionnées plus haut s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, cependant, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI et avec le ministère de la Défense nationale.

### **Statistiques sur les exportations militaires**

Les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur leurs expéditions réelles en regard des permis qui leur ont été délivrés en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI)*. Ces rapports indiquent le pays de destination et la description des marchandises. Depuis l'intégration de l'industrie du matériel de guerre en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, une politique stipule qu'aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 vers les États-Unis. Comme nous ne disposons d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays, aucune statistique s'y rattachant ne figure dans le présent rapport. Les renseignements fournis par les demandeurs de licence, notamment le type de marchandises, la valeur, ainsi que les noms de l'exportateur et du destinataire, sont fournis au MAECI à titre confidentiel et sont protégés pour garantir le respect des exigences de la LLEI.

Certaines statistiques provenant d'autres sources, telles que Statistique Canada, peuvent porter sur des produits destinés à des utilisateurs militaires ultimes, plutôt que sur des marchandises militaires définies dans la LMEC, Groupe 2. Ces sources peuvent englober, par exemple, les rations alimentaires, les ordinateurs commerciaux ou d'autre matériel civil vendu à une armée. Statistique Canada utilise cette méthode pour recueillir des chiffres sur les exportations militaires. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et la LMEC, et étant donné que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison ne peut être établie entre les deux sources.

Il faut noter que le terme « marchandises militaires », dans la LMEC, n'est généralement pas synonyme d'« armements », c'est-à-dire de moyens d'infliger des lésions corporelles. Les marchandises militaires exportées sont principalement des systèmes non létaux comme les systèmes de radar, les simulateurs de vol et les logiciels à usage militaire.

Pour ce qui est des exportations de marchandises militaires dans le monde, la norme reconnue à l'échelle internationale figure dans le *Registre des armes classiques des Nations unies*, qui est publié chaque année. Il n'existe pas d'autre source complète de données

---

sur le commerce international des marchandises militaires. Selon le *Registre*, le Canada occupe moins de 1 % du marché mondial des armes.

Divers éléments du Rapport annuel de 1995 méritent une attention particulière. La valeur des exportations de marchandises militaires s'est chiffrée à 447 millions de dollars en 1995. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA<sup>1</sup> ont été les destinataires de la majeure partie — 87,3 % cette année — des exportations militaires du Canada. La proportion est de 12,7 % dans le cas des autres pays, ce qui représente une légère diminution par rapport à 1994 mais reste bien en deçà des 25 % enregistrés en 1990. Les pays à revenus élevés (selon le PNB par habitant) ont été les destinataires de 91,4 % des ventes militaires, 2,3 % seulement allant aux pays à faibles revenus.

Le tableau 1 répartit les exportations de marchandises militaires par destination, selon les catégories de sécurité et de revenu. Le tableau 2 présente une ventilation des exportations de marchandises militaires par destination et donne les chiffres pour 1994 à titre de comparaison. Le tableau 3 précise le type de marchandises militaires exportées dans chaque pays, selon la description qui en est faite dans la LMEC. Enfin, le tableau 4 donne la valeur de chaque catégorie LMEC exportée dans le monde. Les pays de l'OTAN et de la LPDAA sont énumérés à l'annexe 1; les catégories LMEC dont il est question dans le présent rapport sont décrites à l'annexe 2.

Les exportations militaires du Canada ont diminué en 1995 de 11,7 % par rapport à 1994. Vu les exportations modestes du Canada par rapport à celles du reste du monde, de grosses transactions ont un effet disproportionné sur les statistiques. En 1995, le Canada a expédié à l'Arabie saoudite et à l'Australie des quantités importantes de véhicules blindés légers (VBL) dans le cadre de contrats pluriannuels. Ces VBL ont représenté à eux seuls 57 % de toutes les exportations militaires canadiennes en dehors des États-Unis cette année-là. Par rapport à l'année précédente, les exportations militaires vers les pays suivants, entre autres, ont diminué : Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Belgique, Espagne, Indonésie, Portugal, Singapour et Thaïlande. Par contre, elles ont augmenté à destination des pays suivants : Argentine, Australie, Danemark, France, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande et Pays-Bas.

---

<sup>1</sup> LPDAA signifie Liste des pays désignés (armes automatiques). Les exportations d'armes automatiques prohibées par le Code criminel ne peuvent être autorisées que dans les 13 pays avec lesquels le Canada a signé des accords de production et de recherche en matière de défense, à l'usage de leurs forces armées.

## NOTES SUR LA MÉTHODOLOGIE

---

*Les statistiques contenues dans ce sixième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter en ce qui concerne les tableaux statistiques :*

- Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à plus de la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
- La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, il a été demandé aux détenteurs de licences de soumettre un compte rendu trimestriel détaillant le nombre et la valeur des ventes réelles effectuées relativement à chaque élément appartenant au Groupe 2 (matériel de guerre). Notre rapport annuel se fonde sur ces renseignements.
- Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ce groupe ont été légèrement révisées de manière à révéler plus de détails au lecteur utilisant la terminologie acceptée à l'échelle nationale.
- Les chiffres indiqués sont ceux déjà reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieures des données reçues après cette date.

**TABLEAU 1**

**VENTILATION**  
**DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES**  
**SELON LES CATÉGORIES DE SÉCURITÉ**  
**ET DE REVENU (PNB) PAR HABITANT**

**STATISTIQUES DE 01/01/95 - 31/12/95**

DESTINATION *	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1995	%
OTAN (sauf É.-U.) **	116,434,787	26.0
LPDAA (sauf l'OTAN et É.-U.)	274,111,610	61.3
Autres pays	56,708,394	12.7
<b>TOTAL</b>	<b>447,254,791</b>	<b>100</b>
PAYS À REVENUS ÉLEVÉS *** (PNB par habitant de plus de 6 000 \$)	408,759,849	91.4
PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES (PNB par habitant de 650 \$ à 6 000 \$)	28,187,291	6.3
PAYS À FAIBLES REVENUS (PNB par habitant inférieur à 650 \$)	10,307,651	2.3
<b>TOTAL</b>	<b>447,254,791</b>	<b>100</b>

- \* La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.
- \*\* Aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) aux États-Unis.
- \*\*\* Statistiques et catégories tirées du rapport de 1994 du PNUD sur le développement humain.

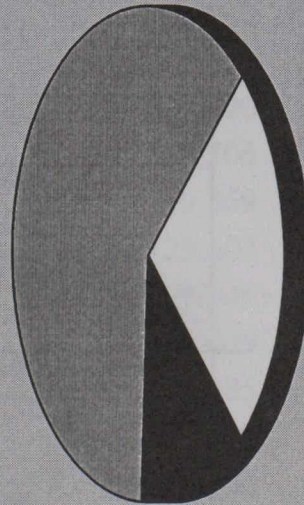
# EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION

1995

SELON LES CATÉGORIES DE SÉCURITÉ (1)

SELON LE REVENU (PNB) PAR HABITANT (2)

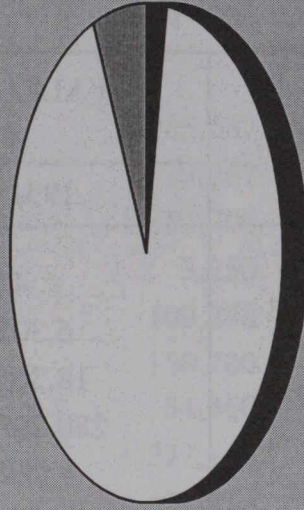
PAYS DÉSIGNÉS-ARMES AUTOMATIQUES  
(sauf É.-U. & l'OTAN)  
61.3%



AUTRES pays  
12.7%

OTAN (sauf É.-U.)  
26.0%

PAYS À REVENUS ÉLEVÉS  
(PNB par habitant de plus de 6 000 \$)  
91.4%



PAYS À FAIBLES REVENUS  
(PNB par habitant inférieur à 650 \$)  
2.3%

PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES  
(PNB par habitant de 650 \$ à 6 000 \$)  
6.3%

Source: Tableau 1

(1) La liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDDA est présentée à l'annexe 1.

(2) Catégories tirées du rapport de 1994 du PNUD sur le développement humain.

**TABLEAU 2**

**EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES  
PAR DESTINATION**

**STATISTIQUES DE 01/01/94 - 31/12/95**

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1994	1995
Afrique du Sud	46,000	809,120
Algérie	6,307,259	0
Allemagne	18,365,158	15,069,133
Arabie saoudite	280,208,134	167,926,562
Argentine	1,962,377	273,984
Australie	23,552,365	99,996,660
Autriche	66,092	125,278
Bahreïn	309,120	184
Bangladesh	0	1,389,665
Belgique	8,702,350	4,483,631
Biélorussie	0	16,177
Brésil	1,501,875	1,035,794
Brunei	11,200	0
Bulgarie	0	26,414
Chili	100,830	201,142
Chine, Rép. pop. de	9,247	7,316
Colombie	1,242	0
Corée, République de	12,848,470	12,231,106
Costa Rica	44,920	66,113
Danemark	3,090,295	9,070,462
Égypte	1,277,669	766,530
Émirats arabes unis	0	538,142
Équateur	54,070	390,672
Espagne	20,506,922	6,350,883
Estonie	0	7,561
Éthiopie	26,812	30,335
Finlande	185,891	694,474

**TABLEAU 2**

(suite)

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1994	1995
France	5,985,687	12,498,596
Gibraltar	39,267	0
Grèce	1,057,706	1,339,698
Honduras	3,250	0
Hong-Kong	109,278	75,155
Hongrie	156,700	0
Inde	64,460	701,579
Indonésie	1,227,116	0
Irlande	431,636	466,539
Israël	0	45,110
Italie	3,342,640	3,138,437
Japon	2,628,638	2,649,694
Jordanie	0	948,799
Kenya	116,622	142,293
Koweït	98,811	0
Lettonie	0	3,780
Liban	0	600
Luxembourg	893,520	625,481
Malaisie	11,869,506	17,790,511
Maroc	19,369	37,836
Mexique	125,602	55,573
Namibie	109,346	0
Norvège	346,429	9,301,413
Nouvelle-Zélande	96,385	732,690
Oman	63,209	1,627,150
Pakistan	235,000	3,498,789
Paraguay	79,954	57,848
Pays-Bas	20,551,370	28,468,658
Pérou	800,000	217,000
Philippines	0	348,999

**TABLEAU 2**  
(suite)

DESTINATION	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1994	1995
Pologne	302	0
Portugal	22,046,288	2,132,811
République Slovaque	0	54,750
République Tchèque	660	59,501
Royaume-Uni	21,556,225	21,587,560
Russie	3,500	86,370
Singapour	3,346,596	1,040,895
Slovénie	33,504	0
Sri Lanka	0	169,860
Suède	6,400,073	6,188,388
Suisse	786,507	355,059
Taiwan	961,206	3,593,026
Thaïlande	20,621,270	1,874,569
Tunisie	0	65,548
Turquie	696,426	2,368,024
Uruguay	4,470	65,164
Venezuela	301,848	366,342
Zambie	114,360	8,258
Zimbabwe	1,052	959,100
<b>TOTAL</b>	<b>506,504,086</b>	<b>447,254,791</b>



### TABLEAU 3

## EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR DESTINATION ET N° D'ARTICLE DE LA LMEC

### STATISTIQUES DE 1995

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC *	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Afrique du Sud	2001	102,656	
	2003	259,903	
	2004	22,680	
	2011	174,888	
	2017	248,993	809,120
Allemagne	2001	1,545,589	
	2003	313,269	
	2004	8,592,996	
	2005	89,173	
	2006	313,077	
	2007	107,918	
	2008	7,750	
	2009	1,129,055	
	2010	2,183,207	
	2011	137,961	
	2013	32,623	
2014	616,515	15,069,133	
Arabie saoudite	2006	166,148,447	
	2011	1,399,794	
	2014	378,321	167,926,562
Argentine	2001	13,984	
	2011	260,000	273,984
Australie	2001	285,252	
	2002	75	
	2003	441,891	
	2004	27,000	
	2006	89,450,000	

\* Voir Annexe 2 pour la description du Groupe 2 (matériel de guerre).

**TABLEAU 3**  
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Australie (suite)	2007	30,841	
	2009	1,453,467	
	2010	1,718,720	
	2011	6,134,064	
	2013	296,505	
	2014	8,950	
	2018	149,895	99,996,660
Autriche	2001	85,870	
	2003	17,340	
	2013	22,068	125,278
Bahreïn	2011	184	184
Bangladesh	2011	1,389,665	1,389,665
Belgique	2001	3,152,877	
	2003	13,205	
	2007	32,311	
	2010	9,772	
	2011	289,275	
	2013	26,016	
	2014	960,175	4,483,631
Biélorussie	2013	16,177	16,177
Brésil	2010	1,031,628	
	2011	4,166	1,035,794
Bulgarie	2001	18,630	
	2013	7,784	26,414
Chili	2001	13,397	
	2010	99,252	
	2013	88,493	201,142
Chine, Rép. pop. de	2013	7,316	7,316
Corée, République de	2005	8,972,892	

**TABLEAU 3**  
**(suite)**

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Corée, République de (suite)	2009	68,588	
	2010	345,266	
	2011	1,506,081	
	2013	510,315	
	2015	827,964	12,231,106
Costa Rica	2001	64,077	
	2007	2,036	66,113
Danemark	2001	2,419,351	
	2003	3,137,650	
	2006	61,471	
	2007	1,277,374	
	2008	212	
	2009	1,562,505	
	2010	513,905	
Égypte	2011	24,515	
	2013	73,479	9,070,462
	2005	6,200	
	2010	452,623	
Émirats arabes unis	2013	307,707	766,530
	2001	8,148	
	2002	5,000	
	2003	417,034	
Équateur	2010	107,960	538,142
	2010	390,672	390,672
Espagne	2001	10,802	
	2009	15,000	
	2010	5,132,458	
	2011	973,983	
	2013	218,640	6,350,883
Estonie	2013	7,561	7,561
Éthiopie	2010	30,335	30,335

**TABLEAU 3**  
**(suite)**

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Finlande	2001	172,224	
	2003	2,018	
	2010	520,232	694,474
France	2001	178,161	
	2002	400,960	
	2003	25,976	
	2004	29,000	
	2009	529,190	
	2010	8,193,058	
	2011	1,146,092	
	2013	163,547	
	2014	914,895	
2015	917,717	12,498,596	
Grèce	2001	32,833	
	2004	762,815	
	2008	90,575	
	2009	376,000	
	2010	77,475	1,339,698
Hong-Kong	2001	73,605	
	2003	50	
	2013	1,500	75,155
Inde	2009	638,744	
	2013	62,835	701,579
Irlande	2003	152,500	
	2011	314,039	466,539
Israël	2009	45,110	45,110
Italie	2001	449,750	
	2008	80,000	
	2010	1,596,898	
	2011	934,506	
	2013	56,550	
	2014	20,733	3,138,437

**TABLEAU 3**  
**(suite)**

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Japon	2001	65,000	
	2005	1,049,148	
	2010	472,781	
	2011	800,970	
	2013	42,267	
	2018	219,528	2,649,694
Jordanie	2003	737,800	
	2010	210,999	948,799
Kenya	2010	142,293	142,293
Lettonie	2001	3,780	3,780
Liban	2010	600	600
Luxembourg	2001	10,003	
	2010	142,755	
	2011	455,522	
	2014	6,800	
	2018	10,401	625,481
Malaisie	2002	1,725	
	2003	960	
	2004	147,968	
	2010	17,488,417	
	2011	60,594	
	2013	6,400	
	2014	84,447	17,790,511
Maroc	2014	37,836	37,836
Mexique	2003	343	
	2008	27,300	
	2010	27,930	55,573
Norvège	2001	31,385	
	2002	13,434	
	2003	186,280	

**TABLEAU 3**  
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Norvège (suite)	2006	17,723	
	2009	523,057	
	2010	4,546,944	
	2011	3,967,468	
	2013	15,122	9,301,413
Nouvelle-Zélande	2001	118,311	
	2002	1,700	
	2003	269,777	
	2005	242	
	2009	284,960	
	2010	13,600	
	2013	44,100	732,690
Oman	2004	486,610	
	2010	1,140,540	1,627,150
Pakistan	2011	3,498,789	3,498,789
Paraguay	2013	57,848	57,848
Pays-Bas	2001	20,619,159	
	2003	1,212,884	
	2005	2,797,113	
	2007	93,114	
	2009	492,329	
	2010	144,283	
	2011	359,218	
	2014	589,404	
	2015	922,976	
2017	1,238,178	28,468,658	
Pérou	2013	217,000	217,000
Philippines	2001	324,896	
	2008	100	
	2013	24,003	348,999
Portugal	2003	4,820	

**TABLEAU 3**  
**(suite)**

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Portugal (suite)	2009	62,500	
	2010	16,900	
	2011	2,048,591	2,132,811
République Slovaque	2013	54,750	54,750
République Tchèque	2003	37,640	
	2013	21,861	59,501
Royaume-Uni	2001	435,880	
	2002	8,124	
	2003	15,923	
	2004	1,563,691	
	2005	818,549	
	2006	7,967,928	
	2007	106,000	
	2008	2,850	
	2009	5,104,657	
	2010	2,933,043	
	2011	1,429,440	
	2013	500,762	
2014	77,547		
2015	3,166		
2024	620,000	21,587,560	
Russie	2013	86,370	86,370
Singapour	2002	550	
	2003	12,900	
	2006	14,769	
	2009	60,000	
	2010	171,636	
	2011	253,103	
	2013	43,200	
2014	484,737	1,040,895	
Sri Lanka	2011	169,860	169,860
Suède	2002	3,000	

**TABLEAU 3**  
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Suède (suite)	2007	1,382,920	
	2009	2,987,200	
	2010	1,260,795	
	2011	530,137	
	2013	16,522	
	2014	7,814	6,188,388
Suisse	2001	222,690	
	2002	250	
	2003	23,527	
	2008	550	
	2010	103,873	
	2011	2,090	
	2016	2,078	
	2018	1	355,059
Taiwan	2010	524,950	
	2011	3,068,076	3,593,026
Thaïlande	2001	38,360	
	2002	178,020	
	2003	2,710	
	2004	5,100	
	2006	11,475	
	2007	53,424	
	2010	77,075	
	2011	1,455,398	
	2013	53,007	1,874,569
Tunisie	2003	112	
	2010	65,436	65,548
Turquie	2003	273,711	
	2006	252,443	
	2010	1,150,360	
	2011	691,510	2,368,024
Uruguay	2001	65,164	65,164



**TABLEAU 3**  
(suite)

DESTINATION	N° D'ARTICLE DE LA LMEC	SOUS TOTAL	TOTAL
		(en dollars canadiens)	
Venezuela	2010	342,522	
	2013	23,820	366,342
Zambie	2010	8,258	8,258
Zimbabwe	2010	959,100	959,100
<b>TOTAL</b>		<b>447,254,791</b>	<b>447,254,791</b>

## TABLEAU 4

### EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MILITAIRES PAR NUMÉRO D'ARTICLE DE LA LMEC

STATISTIQUES DE 01/01/94 - 31/12/95

N° D'ARTICLE DE LA LMEC *	VALEUR DES EXPORTATIONS (en dollars canadiens)	
	1994	1995
2001	9,318,954	30,561,834
2002	660,172	612,838
2003	1,130,961	7,560,223
2004	30,048,399	11,637,860
2005	15,957,626	13,733,317
2006	266,833,709	264,237,333
2007	1,455,270	3,085,938
2008	377,657	209,337
2009	14,308,736	15,332,362
2010	68,276,096	54,348,551
2011	76,429,662	33,479,979
2013	5,182,677	3,106,148
2014	9,495,775	4,188,174
2015	881,000	2,671,823
2016	3,548	2,078
2017	2,335,856	1,487,171
2018	3,744,938	379,825
2024	63,050	620,000
<b>TOTAL</b>	<b>506,504,086</b>	<b>447,254,791</b>

\* Voir Annexe 2 pour la description du Groupe 2 (matériel de guerre).

## ANNEXE 1

### LISTE DES PAYS DE L'OTAN ET DE LA LPDDA

Pays de L'OTAN (*)	Pays de la LPDDA (**)
Allemagne	Allemagne
Belgique	Arabie saoudite
Canada	Australie
Danemark	Belgique
Espagne	Danemark
États-Unis	Espagne
France	États-Unis
Grèce	France
Islande	Italie
Italie	Norvège
Luxembourg	Pays-Bas
Norvège	Royaume-Uni
Pays-Bas	Suède
Portugal	
Royaume-Uni	
Turquie	

\* *Organization du Traité de l'Atlantique Nord*

\*\* *Liste des pays désignés (armes automatiques)*

## ANNEXE 2

### DESCRIPTION DU GROUPE 2 (MATÉRIEL DE GUERRE)

N° D'ARTICLE  
DE LA LMEC

DESCRIPTION

- | N° D'ARTICLE DE LA LMEC | DESCRIPTION  |
|-------------------------|--|
| 2001                    | Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires               |
| 2002                    | Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et composants   |
| 2003                    | Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002  |
| 2004                    | Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composants  |
| 2005                    | Matériels de conduite de tir, détecteurs télémètres et matériels d'alerte et d'avertissement connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et pièces et composants                    |
| 2006                    | Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composants et matériels connexes   |
| 2007                    | Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques et à se protéger contre ceux-ci |
| 2008                    | Explosifs et combustibles y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire   |
| 2009                    | Navires militaires et pièces et composants spécialement conçus comme les moteurs, systèmes de navigation et équipements sonar  |
| 2010                    | Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et composants connexes                                       |
| 2011                    | Matériels électroniques pour l'usage militaire comme les matériels de communication et les systèmes radar  |
| 2013                    | Matériels blindés ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et composants associés   |

**ANNEXE 2**  
**(suite)**

**N° D'ARTICLE  
DE LA LMEC**

**DESCRIPTION**

- 
- |      |   |
|------|---|
| 2014 | Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et accessoires |
| 2015 | Matériels d'imagerie ou de contremesure, y compris le matériel photographique, les matériels d'imagerie thermique, et des composants spécialement conçus  |
| 2016 | Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006, et 2010   |
| 2017 | Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériels de construction et matériels de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et composants        |
| 2018 | Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC   |
| 2020 | Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus   |
| 2023 | Systèmes d'armes à énergie dirigée, matériels de contre-mesure, modèles d'essai et composants spécialement conçus   |
| 2024 | Logiciels spécialement conçus pour des applications militaires comme les systèmes de commandement, contrôle, communication et collecte du renseignement et matériel spécial d'essai                         |
| 2026 | Systèmes d'armes à énergie cinétique, et matériels connexes et composants spécialement conçus   |



---

---

# EXPORT OF MILITARY GOODS FROM CANADA

## ANNUAL REPORT 1995

---

---



*Department of Foreign Affairs  
and International Trade*

*Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international*

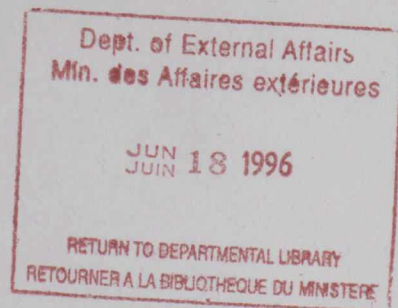




**EXPORT OF  
MILITARY GOODS  
FROM CANADA**

**ANNUAL REPORT  
1995**

June 1996  
Export Controls Division  
Export and Import Controls Bureau  
Department of Foreign Affairs and International Trade





## TABLE OF CONTENTS

---

Foreword	1
Notes on Methodology	5
TABLE 1 : Breakdown of exports in 1995 according to security groupings and income destinations	6
TABLE 2 : Exports of military goods by country of destination	8
TABLE 3 : Exports of military goods from Canada by country of destination and by Export Control List (ECL) Item Number	11
TABLE 4 : Exports of military goods by ECL Item Number	20
ANNEX 1 : List of NATO and AFCCL countries	21
ANNEX 2 : Description of Export Control List Group 2 (Munitions)	22



## FOREWORD

---

### Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security constitutes a key Canadian foreign policy objective. Indeed, it constitutes one of the three pillars of the Government's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment". To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as measures to promote transparency and build confidence at the regional and global level.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, Canada believes that excessive accumulations of arms can have a de-stabilizing effect on both the regional security situation and global order.

Canada is working actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. An Annual Report on the Export of Military Goods from Canada has been issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for each of the past six years, beginning with the year 1990. We were a proponent of the creation of the *United Nations' Register of Conventional Arms*, and a founding contributor.

In 1995, 89 countries made submissions to the Register which records information on imports and exports under seven major categories of conventional weapons systems. Canada is one of a small minority of countries which submits data on military holdings and procurement through national production. This data is beyond the minimum requested by the Register. We will be working to further strengthen the Register by encouraging other countries to join us in submitting such data as a mechanism for promoting transparency and confidence-building as well as restraint.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role in encouraging dialogue within regional organizations on the data submitted to the register. Our hope is that such discussions will bring understanding of the reasons underlying military procurement; build confidence and thus promote restraint in arms spending. Such dialogue could also lead to the development of regionally based registers that respond to the specific concerns and conditions of each region, e.g. the Americas, Africa and Asia-Pacific. We are also active in proposing broader mechanisms to address regional security concerns in such forums as the Organization of American States and the Association of Southeast Asian Nations' Regional Forum in order to deal with the root causes of insecurity which often manifest themselves in arms buildups.

The challenge of dealing with conventional weapons also includes the problem of landmines. Canada has a two-track approach to this challenge.

---

- First, we are working to strengthen the international convention which regulates the use of landmines -- the *Convention on Certain Conventional Weapons (CCW)*.

- Second, we are working for a global ban on anti-personnel landmines. Beginning with our January 1996 announcement of a moratorium on the production, export and operational use (except for training purposes) of anti-personnel landmines, Canada has assumed an international leadership role in the campaign to eliminate these instruments of war and suffering. We are pursuing these efforts through the United Nations and through regional organizations to which we belong.

Canada has played a leading role in securing the indefinite extension of the Nuclear Non-proliferation Treaty. Canada is supporting efforts to conclude a Comprehensive Test Ban Treaty.

Another component of Canadian arms control and disarmament activities is the linkage between military spending and official development assistance. Canada is concerned that excessive military spending in developing countries may reduce scarce public resources available for basic human needs. However, Canada cannot be effective if it acts alone; therefore, we will continue to address these issues in multilateral institutions and in concert with like-minded nations. Canada is working on this issue with the Development Assistance Committee of the Organization for Economic Cooperation and Development and its G-7 partners. International financial institutions are also beginning to address the issue. The International Monetary Fund now takes into consideration unproductive spending, including excessive military outlays, in its country analyses.

Canada is also seeking to promote greater transparency and responsibility with regard to the conventional arms trade. The focal point for such activity is the Wassenaar Arrangement, of which Canada was a founding member in 1995. This group, which currently includes some 31 countries, seeks to ensure regional and international security by preventing destabilizing accumulations of conventional weapons and dual use equipment.

### **Export Control Policy and Implementation**

The control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. The definition of military goods (see page 5) is derived from the International Munitions List which is maintained and updated by a group of nations, including Canada, which seek to control the proliferation of conventional weapons. This list has been incorporated in the Canadian *Export Control List (ECL)* as Group 2 (Munitions).

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- 
- a) which pose a threat to Canada and its allies;
  - b) involved in or under imminent threat of hostilities;
  - c) under United Nations Security Council sanctions; and
  - d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

With the exception of exports to the United States, permits are required for the export of military goods and technology to all destinations. The approval of the Minister of Foreign Affairs is required for the export of all offensive military goods and technology unless they are destined to a NATO (North Atlantic Treaty Organization) ally or to a small group of specified like-minded countries. In the case of non-offensive military goods and technology, the Minister is also consulted if any of the above-mentioned conditions apply. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held within DFAIT and with the Department of National Defence.

### **Military Export Statistics**

Statistics on military exports are obtained from reports filed by exporters of actual shipments made against permits issued under the *Export and Import Permits Act* (EIPA). These reports include the country of destination and description of the goods. Since the integration of the North American munitions industry in World War II, it has been long-standing policy, as noted above, that permits are not required for the export of Group 2 items to the United States. Therefore statistics on military exports to that country are not readily available and are not included in this report. Information provided by permit applicants, including product description and value, as well as the identification of the exporter and consignee is provided to DFAIT in confidence and is protected to ensure compliance with reporting procedures.

Statistics on Canadian military exports available from other sources such as Statistics Canada may include goods going to military end-users, as opposed to "military goods" as defined in the ECL, Group 2. These may, for example, include such products as food rations, commercial computers or other civilian equipment sold to the military. Statistics Canada uses such methodology in compiling figures on military exports. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and given that each source uses different methods of compilation, no comparison can be drawn between the data from these two sources.

It should be noted that the term "military goods" as used in the ECL usually does not equate to "weapons", i.e. items designed to inflict bodily harm. Exports are dominated by non-lethal systems such as radar systems, aircraft simulators and software designed for military use.

---

In terms of world wide military exports, the internationally recognized standard is contained in the annual *United Nations' Register of Conventional Arms*. There is no other comprehensive data source for international military trade. According to the UN Register, Canada accounts for less than one per cent of the world arms market.

The 1995 Annual Report includes the following noteworthy elements. Exports of military goods amounted to \$447 million in 1995. As in previous years, NATO and the AFCCL countries<sup>1</sup> accounted for the major share - this year, 87.3% - of Canada's military exports. All other countries comprised 12.7%, representing a modest decrease from 1994, but still considerably less than the 25% registered in 1990. High income countries (based on per capita share of GNP) accounted for 91.4% of military sales, with only 2.3% going to low income countries.

Table 1 illustrates the export of military goods by destination according to security groupings and income. Table 2 illustrates the export of military goods by destination with comparative figures for 1994. Table 3 shows the kinds of military goods exported to each country as described under the ECL. Finally, Table 4 displays the value exported of each ECL category globally. NATO and AFCCL countries are listed in Annex 1. Descriptions of the ECL categories referred to in this report are provided in Annex 2.

Canadian military exports in 1995 decreased by 11.7% from 1994. Because of Canada's modest exports by world standards, single large transactions have a disproportionate effect on statistics. In 1995 major shipments of Light Armoured Vehicles (LAV's) to Saudi Arabia and Australia took place under multi-year contracts. These LAV's alone accounted for 57% of all Canadian military exports outside the U.S. in 1995. Compared to the previous year, military exports to, among others, Algeria, Belgium, Germany, Indonesia, Portugal, Saudi Arabia, Singapore, Spain and Thailand declined significantly; while sales to such countries as Australia, Argentina, Denmark, France, Malaysia, the Netherlands, New Zealand and Norway grew.

---

<sup>1</sup> *AFFCL stands for Automatic Firearms Country Control List. Exports of automatic weapons prohibited under the Criminal Code can be authorized only to the armed forces of the thirteen countries with which Canada has signed defence production and research agreements.*



## NOTES ON METHODOLOGY

---

*The statistics in this Sixth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:*

- As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States which are estimated to account for over one half of Canada's exports of military goods and technology.
- The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to submit this information on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information.
- "Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the *Export Control List* (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised to provide greater detail for the reader using internationally accepted terminology.
- Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports.

TABLE 1

**EXPORTS OF MILITARY GOODS  
BY DESTINATION  
ACCORDING TO SECURITY GROUPINGS AND INCOME**

**EXPORT PERIOD: 01/01/95 - 31/12/95**

DESTINATION *	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1995	%
NATO (except USA) **	116,434,787	26.0
AFCCL (except NATO & USA)	274,111,610	61.3
Others	56,708,394	12.7
<b>TOTAL</b>	<b>447,254,791</b>	<b>100</b>
HIGH INCOME COUNTRIES *** (per capita GNP over \$6,000)	408,759,849	91.4
MIDDLE INCOME COUNTRIES (per capita GNP \$650-\$6,000)	28,187,291	6.3
LOW INCOME COUNTRIES (per capita GNP below \$650)	10,307,651	2.3
<b>TOTAL</b>	<b>447,254,791</b>	<b>100</b>

\* A list of NATO, and AFCCL countries is presented in Annex 1.

\*\* Permits are not required for exports of Group 2 (Munitions) to USA.

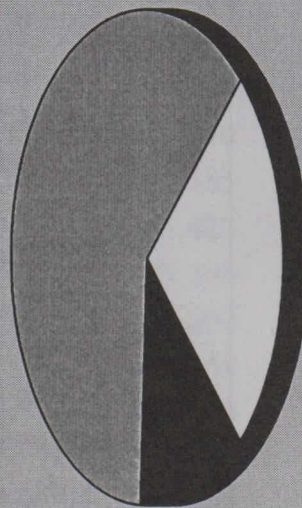
\*\*\* Statistics and categories from United Nations Development Program (UNDP) Human Development Report 1994.

# EXPORTS OF MILITARY GOODS BY DESTINATION CATEGORIES

1995

## SECURITY GROUPINGS (1)

AUTOMATIC FIREARMS  
COUNTRY CONTROL LIST  
(except NATO & USA)  
61.3%

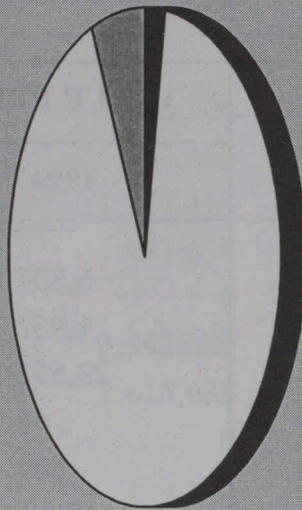


OTHERS  
12.7%

NATO (except USA)  
26.0%

## PER CAPITA GNP OF RECIPIENT COUNTRIES (2)

HIGH INCOME COUNTRIES  
(per capita GNP over \$6,000)  
91.4%



MIDDLE INCOME COUNTRIES  
(per capita GNP \$650 - \$6,000)  
6.3%

LOW INCOME COUNTRIES  
(per capita GNP below \$650)  
2.3%

Source: Table 1

(1) Lists of NATO and AFCCCL countries are presented in Annex 1.

(2) Categories from UNDP Human Development Report 1994.

**TABLE 2**

**EXPORTS OF MILITARY GOODS  
BY DESTINATION**

**EXPORT PERIOD: 01/01/94 - 31/12/95**

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1994	1995
Algeria	6,307,259	0
Argentina	1,962,377	273,984
Australia	23,552,365	99,996,660
Austria	66,092	125,278
Bahrain	309,120	184
Bangladesh	0	1,389,665
Belarus	0	16,177
Belgium	8,702,350	4,483,631
Brazil	1,501,875	1,035,794
Brunei	11,200	0
Bulgaria	0	26,414
Chile	100,830	201,142
China, People's Rep.	9,247	7,316
Colombia	1,242	0
Costa Rica	44,920	66,113
Czech Republic	660	59,501
Denmark	3,090,295	9,070,462
Ecuador	54,070	390,672
Egypt	1,277,669	766,530
Estonia	0	7,561
Ethiopia	26,812	30,335
Finland	185,891	694,474
France	5,985,687	12,498,596
Germany	18,365,158	15,069,133
Gibraltar	39,267	0
Greece	1,057,706	1,339,698
Honduras	3,250	0
Hong Kong	109,278	75,155

**TABLE 2**  
**(continued)**

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1994	1995
Hungary	156,700	0
- India	64,460	701,579
Indonesia	1,227,116	0
Ireland	431,636	466,539
Israel	0	45,110
Italy	3,342,640	3,138,437
Japan	2,628,638	2,649,694
Jordan	0	948,799
- Kenya	116,622	142,293
Korea, Republic of	12,848,470	12,231,106
Kuwait	98,811	0
Latvia	0	3,780
Lebanon	0	600
Luxembourg	893,520	625,481
Malaysia	11,869,506	17,790,511
Mexico	125,602	55,573
Morocco	19,369	37,836
Namibia	109,346	0
Netherlands	20,551,370	28,468,658
New Zealand	96,385	732,690
Norway	346,429	9,301,413
Oman	63,209	1,627,150
Pakistan	235,000	3,498,789
Paraguay	79,954	57,848
- Peru	800,000	217,000
- Philippines	0	348,999
Poland	302	0
Portugal	22,046,288	2,132,811
Russia	3,500	86,370
Saudi Arabia	280,208,134	167,926,562
Singapore	3,346,596	1,040,895

**TABLE 2**  
**(continued)**

DESTINATION	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1994	1995
Slovak Republic	0	54,750
Slovenia	33,504	0
South Africa	46,000	809,120
Spain	20,506,922	6,350,883
Sri Lanka	0	169,860
Sweden	6,400,073	6,188,388
Switzerland	786,507	355,059
Taiwan	961,206	3,593,026
Thailand	20,621,270	1,874,569
Tunisia	0	65,548
Turkey	696,426	2,368,024
United Arab Emirates	0	538,142
United Kingdom	21,556,225	21,587,560
Uruguay	4,470	65,164
Venezuela	301,848	366,342
Zambia	114,360	8,258
Zimbabwe	1,052	959,100
<b>TOTAL</b>	<b>506,504,086</b>	<b>447,254,791</b>

**TABLE 3**  
**EXPORTS OF MILITARY GOODS**  
**BY DESTINATION AND ECL ITEM No.**

**EXPORT PERIOD: 01/01/95 - 31/12/95**

DESTINATION	ECL ITEM No. *	SUB TOTAL	TOTAL	
		(Canadian dollars)		
Argentina	2001	13,984		
	2011	260,000	273,984	
Australia	2001	285,252		
	2002	75		
	2003	441,891		
	2004	27,000		
	2006	89,450,000		
	2007	30,841		
	2009	1,453,467		
	2010	1,718,720		
	2011	6,134,064		
	2013	296,505		
	2014	8,950		
	2018	149,895	99,996,660	
	Austria	2001	85,870	
		2003	17,340	
2013		22,068	125,278	
Bahrain	2011	184	184	
Bangladesh	2011	1,389,665	1,389,665	
Belarus	2013	16,177	16,177	
Belgium	2001	3,152,877		
	2003	13,205		
	2007	32,311		
	2010	9,772		
	2011	289,275		
	2013	26,016		
	2014	960,175	4,483,631	

\* See Annex 2 for a description of Group 2 (Munitions).

**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Brazil	2010	1,031,628	
	2011	4,166	1,035,794
Bulgaria	2001	18,630	
	2013	7,784	26,414
Chile	2001	13,397	
	2010	99,252	
	2013	88,493	201,142
China, People's Rep.	2013	7,316	7,316
Costa Rica	2001	64,077	
	2007	2,036	66,113
Czech Republic	2003	37,640	
	2013	21,861	59,501
Denmark	2001	2,419,351	
	2003	3,137,650	
	2006	61,471	
	2007	1,277,374	
	2008	212	
	2009	1,562,505	
	2010	513,905	
	2011	24,515	
	2013	73,479	9,070,462
Ecuador	2010	390,672	390,672
Egypt	2005	6,200	
	2010	452,623	
	2013	307,707	766,530
Estonia	2013	7,561	7,561
Ethiopia	2010	30,335	30,335



**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Finland	2001	172,224	
	2003	2,018	
	2010	520,232	694,474
France	2001	178,161	
	2002	400,960	
	2003	25,976	
	2004	29,000	
	2009	529,190	
	2010	8,193,058	
	2011	1,146,092	
	2015	917,717	12,498,596
Germany	2001	1,545,589	
	2003	313,269	
	2004	8,592,996	
	2005	89,173	
	2006	313,077	
	2007	107,918	
	2008	7,750	
	2009	1,129,055	
	2014	616,515	15,069,133
Greece	2001	32,833	
	2004	762,815	
	2008	90,575	
	2009	376,000	
	2010	77,475	1,339,698
Hong Kong	2001	73,605	
	2003	50	
	2013	1,500	75,155

**TABLE 3  
(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
India	2009	638,744	
	2013	62,835	701,579
Ireland	2003	152,500	
	2011	314,039	466,539
Israel	2009	45,110	45,110
Italy	2001	449,750	
	2008	80,000	
	2010	1,596,898	
	2011	934,506	
	2013	56,550	
	2014	20,733	3,138,437
Japan	2001	65,000	
	2005	1,049,148	
	2010	472,781	
	2011	800,970	
	2013	42,267	
	2018	219,528	2,649,694
Jordan	2003	737,800	
	2010	210,999	948,799
Kenya	2010	142,293	142,293
Korea, Republic of	2005	8,972,892	
	2009	68,588	
	2010	345,266	
	2011	1,506,081	
	2013	510,315	
	2015	827,964	12,231,106
Latvia	2001	3,780	3,780
Lebanon	2010	600	600

**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Luxembourg	2001	10,003	
	2010	142,755	
	2011	455,522	
	2014	6,800	
	2018	10,401	625,481
Malaysia	2002	1,725	
	2003	960	
	2004	147,968	
	2010	17,488,417	
	2011	60,594	
	2013	6,400	
	2014	84,447	17,790,511
Mexico	2003	343	
	2008	27,300	
	2010	27,930	55,573
Morocco	2014	37,836	37,836
Netherlands	2001	20,619,159	
	2003	1,212,884	
	2005	2,797,113	
	2007	93,114	
	2009	492,329	
	2010	144,283	
	2011	359,218	
	2014	589,404	
	2015	922,976	
2017	1,238,178	28,468,658	
New Zealand	2001	118,311	
	2002	1,700	
	2003	269,777	
	2005	242	
	2009	284,960	
	2010	13,600	
	2013	44,100	732,690

**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Norway	2001	31,385	
	2002	13,434	
	2003	186,280	
	2006	17,723	
	2009	523,057	
	2010	4,546,944	
	2011	3,967,468	
	2013	15,122	9,301,413
Oman	2004	486,610	
	2010	1,140,540	1,627,150
Pakistan	2011	3,498,789	3,498,789
Paraguay	2013	57,848	57,848
Peru	2013	217,000	217,000
Philippines	2001	324,896	
	2008	100	
	2013	24,003	348,999
Portugal	2003	4,820	
	2009	62,500	
	2010	16,900	
	2011	2,048,591	2,132,811
Russia	2013	86,370	86,370
Saudi Arabia	2006	166,148,447	
	2011	1,399,794	
	2014	378,321	167,926,562
Singapore	2002	550	
	2003	12,900	
	2006	14,769	
	2009	60,000	
	2010	171,636	
	2011	253,103	

**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Singapore (Cont'd)	2013	43,200	
	2014	484,737	1,040,895
Slovak Republic	2013	54,750	54,750
South Africa	2001	102,656	
	2003	259,903	
	2004	22,680	
	2011	174,888	
	2017	248,993	809,120
Spain	2001	10,802	
	2009	15,000	
	2010	5,132,458	
	2011	973,983	
	2013	218,640	6,350,883
Sri Lanka	2011	169,860	169,860
Sweden	2002	3,000	
	2007	1,382,920	
	2009	2,987,200	
	2010	1,260,795	
	2011	530,137	
	2013	16,522	
	2014	7,814	6,188,388
Switzerland	2001	222,690	
	2002	250	
	2003	23,527	
	2008	550	
	2010	103,873	
	2011	2,090	
	2016	2,078	
	2018	1	355,059
Taiwan	2010	524,950	
	2011	3,068,076	3,593,026

**TABLE 3**  
**(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Thailand	2001	38,360	
	2002	178,020	
	2003	2,710	
	2004	5,100	
	2006	11,475	
	2007	53,424	
	2010	77,075	
	2011	1,455,398	
	2013	53,007	1,874,569
	Tunisia	2003	112
2010		65,436	65,548
Turkey	2003	273,711	
	2006	252,443	
	2010	1,150,360	
	2011	691,510	2,368,024
United Arab Emirates	2001	8,148	
	2002	5,000	
	2003	417,034	
	2010	107,960	538,142
United Kingdom	2001	435,880	
	2002	8,124	
	2003	15,923	
	2004	1,563,691	
	2005	818,549	
	2006	7,967,928	
	2007	106,000	
	2008	2,850	
	2009	5,104,657	
	2010	2,933,043	
	2011	1,429,440	
	2013	500,762	
	2014	77,547	
	2015	3,166	
2024	620,000	21,587,560	

**TABLE 3  
(continued)**

DESTINATION	ECL ITEM No.	SUB TOTAL	TOTAL
		(Canadian dollars)	
Uruguay	2001	65,164	65,164
Venezuela	2010	342,522	366,342
	2013	23,820	
Zambia	2010	8,258	8,258
Zimbabwe	2010	959,100	959,100
<b>TOTAL</b>		<b>447,254,791</b>	<b>447,254,791</b>

**TABLE 4**

**EXPORTS OF MILITARY GOODS  
BY ECL ITEM NUMBER**

**EXPORT PERIOD: 01/01/94 - 31/12/95**

ECL ITEM No. *	VALUE EXPORTED (Canadian dollars)	
	1994	1995
2001	9,318,954	30,561,834
2002	660,172	612,838
2003	1,130,961	7,560,223
2004	30,048,399	11,637,860
2005	15,957,626	13,733,317
2006	266,833,709	264,237,333
2007	1,455,270	3,085,938
2008	377,657	209,337
2009	14,308,736	15,332,362
2010	68,276,096	54,348,551
2011	76,429,662	33,479,979
2013	5,182,677	3,106,148
2014	9,495,775	4,188,174
2015	881,000	2,671,823
2016	3,548	2,078
2017	2,335,856	1,487,171
2018	3,744,938	379,825
2024	63,050	620,000
<b>TOTAL</b>	<b>506,504,086</b>	<b>447,254,791</b>

\* See Annex 2 for a description of Group 2 (Munitions).



## ANNEX 1

---

### LIST OF NATO AND AFCCL COUNTRIES

---

#### NATO \* COUNTRIES

Belgium  
Canada  
Denmark  
France  
Germany  
Greece  
Iceland  
Italy  
Luxembourg  
Netherlands  
Norway  
Portugal  
Spain  
Turkey  
United Kingdom  
United States

#### AFCCL \*\* COUNTRIES

Australia  
Belgium  
Denmark  
France  
Germany  
Italy  
Netherlands  
Norway  
Saudi Arabia  
Spain  
Sweden  
United Kingdom  
United States

---

\* *North Atlantic Treaty Organization*

\*\* *Automatic Firearms Country Control List*

## ANNEX 2

### DESCRIPTION OF ECL GROUP 2 (MUNITIONS)

ECL ITEM No.	DESCRIPTION
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles such as armoured personnel carriers and military transport trucks, related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems.

**ANNEX 2**  
**(continued)**

---

<b>ECL ITEM No.</b>	<b>DESCRIPTION</b>
2013	Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
2017	Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2023	Directed energy weapons systems, countermeasure equipment, test models and specially designed components.
2024	Software specially designed for military applications such as in command, control, communications and intelligence systems and special test equipment.
2026	Kinetic energy weapon systems, related equipment, and specially designed components.

